



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 822

Texte de la question

CRISE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Daniel Paul, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Daniel Paul. Monsieur le Premier ministre, la crise actuelle est une crise globale du système capitaliste. Elle conduit à la récession - vous l'avez reconnu ici même, hier après-midi. Mais, au-delà des effets de tribune, la logique du capitalisme, qui est aussi votre propre logique, consiste à en faire supporter les conséquences aux salariés et à la population. Accroissement de la précarité, pressions sur le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, soutien aux suppressions d'emplois demandées par les entreprises : en fait, vous profitez de la crise pour aller encore plus loin dans votre politique.

En multipliant les suppressions d'emplois, en particulier dans le secteur automobile, les entreprises cherchent à préserver leurs marges pour satisfaire les actionnaires qui, même en temps de crise, réclament toujours autant de dividendes ! Vous soutenez leur politique de " départs volontaires ", alors que vous savez que tous les bassins d'emplois sont confrontés à l'augmentation du chômage et à l'explosion de la précarité.

Mais les salariés ne sont pas dupes. Ainsi, à Sandouville, sur les 1 000 " départs volontaires " demandés par la direction, seuls cent deux dossiers sont à ce jour signés, dont trente-six départs à la retraite ! Quant à la promesse d'un contrat de transition professionnelle, avec prise en charge pendant douze mois, elle montre vite ses limites.

Allez-vous améliorer le pouvoir d'achat et peser auprès des constructeurs pour qu'ils baissent leurs prix et leurs marges ?

M. Maxime Gremetz et M. Patrick Roy. Malheureusement, non !

M. Daniel Paul. Allez-vous préserver les emplois plutôt que les dividendes ? (*" Non ! " sur plusieurs bancs des groupes GDR et SRC.*)

Allez-vous mettre en place un véritable outil de sécurité professionnelle ? (*" Non ! " sur les mêmes bancs.*)

Alors que les équipementiers subissent de plein fouet les baisses de production et que des milliers de salariés sont menacés de perdre leurs emplois, allez-vous enfin répondre à leur demande d'une totale prise en compte de la logique de filière ? (*" Non ! " sur les mêmes bancs.*)

Il est aujourd'hui question d'injecter des milliards d'euros dans un plan de relance de l'automobile : allez-vous exiger qu'ils ne soient pas dilapidés en distribution de dividendes, mais bien consacrés à la mise en place d'une véritable politique industrielle pour toute la filière, avec un droit de regard et d'intervention pour les salariés ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur Daniel Paul, depuis le mois d'octobre, l'industrie automobile s'est arrêtée de fonctionner et les entreprises ont pris des mesures de chômage technique ou de chômage partiel. Compte tenu du poids économique de ce secteur dans notre économie - 10 % des emplois, 15 % de la valeur ajoutée et des emplois en matière de recherche et développement -, la situation est extrêmement préoccupante. Évidemment, le Gouvernement est mobilisé ; il s'agit pour lui d'une préoccupation majeure.

Mais puisque vous suivez de très près le dossier de Sandouville, vous savez que le Gouvernement s'est bel et

bien comporté en actionnaire vis-à-vis de Renault, notamment lorsqu'il a empêché la fermeture du site. Nous pensons que Sandouville a un avenir, et nous avons exigé, en tant qu'actionnaire, qu'il en soit ainsi. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)* Le Président de la République s'est lui-même rendu sur place et a obtenu du président de Renault le maintien du site.

Par ailleurs, Nicolas Sarkozy a rappelé hier, au cours d'un déplacement, que le contrat de transition professionnelle serait étendu à Sandouville et à vingt-cinq autres sites français particulièrement touchés par la crise économique. Cette mesure constitue un élément de réponse face à cette situation délicate.

Pour la filière automobile, le Gouvernement travaille à un plan plus général qui permettra d'investir pour l'avenir. Ainsi, nous croyons à la voiture propre. Nous pensons que, sur ce créneau, nos constructeurs automobiles doivent être les meilleurs du monde, et nous avons déjà annoncé, au Mondial de l'automobile, la décision de consacrer 400 millions d'euros à cette ambition. Des mesures d'incitation à l'investissement, par le biais de la taxe professionnelle, ont déjà été prises. Nous travaillons à d'autres actions d'accompagnement de l'ensemble de la filière, notamment des sous-traitants - comme nous l'avons fait pour l'aéronautique.

Vous le voyez, monsieur Daniel Paul, le Gouvernement est pleinement mobilisé, car nous croyons qu'il y a un avenir pour l'industrie automobile en France. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Daniel Paul](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 822

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 novembre 2008